Charles ENDERLIN, *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006*

Paris, Fayard, 2006, 400 p.

Mélanie Gérard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7392>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7392

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

ISBN : 978-2-86480-829-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Mélanie Gérard, « Charles ENDERLIN, *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006* », *Questions de communication* [En ligne], 11 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2007, consulté le 12 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7392> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7392>

Ce document a été généré automatiquement le 12 avril 2021.

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0

Charles ENDERLIN, *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006*

Paris, Fayard, 2006, 400 p.

Mélanie Gérard

RÉFÉRENCE

Charles ENDERLIN, *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006*. Paris, Fayard, 2006, 400 p.

- 1 Le 29 septembre 2000, l'Intifada al-Aqsa fait sombrer les populations palestinienne et israélienne dans l'une des plus effroyables périodes du conflit. La région bascule dans un cycle infernal de violences quotidiennes, qui causent la mort de 3 839 Palestiniens et 1 070 Israéliens (p. 346). L'économie n'est pas épargnée, surtout dans les Territoires occupés : 70 % des Palestiniens vivent sous un seuil de pauvreté fixé à deux dollars par jour, et près de 15 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition grave (p. 341). Comment une situation si catastrophique a-t-elle pu se produire ? C'est à cette question que tente de répondre Charles Enderlin dans *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006*, qui s'inscrit dans la chronologie de son récit sur le conflit israélo-palestinien après, *Le rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002* (Paris, Fayard, 2002), et *Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995* (Paris, Fayard, 2004).
- 2 Journaliste correspondant permanent de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin est arrivé en Israël un peu par hasard, après les événements qui se sont déroulés en France, en mai 1968. Aussi est-ce plus par obligation de trouver un travail que par vocation qu'il emprunte la voie du journalisme. Il fait ses premières armes dans différents médias (Radio israélienne, RMC, Kol Israël) avant de devenir pigiste à Antenne 2 en 1981, puis Grand reporter quelques années plus tard. Enfin, en 1991, la chaîne le

nomme Chef du bureau de France 2 à Jérusalem, poste qu'il occupe encore à ce jour. Sa présence sur le terrain depuis près de 40 ans, les relations privilégiées qu'il a nouées avec des personnalités devenues des acteurs-clés du conflit israélo-palestinien, ont nourri ses connaissances et une analyse fine des événements. Il est, sans nul doute, l'un des plus grands spécialistes du conflit israélo-palestinien.

- 3 Dans *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006*, le mérite de Charles Enderlin consiste à avoir su mettre en perspective les interviews réalisées pour la rédaction de son enquête, selon une approche historique et compréhensive du conflit. En effet, l'auteur ne se contente pas de réécrire l'actualité, en faisant le récit des six dernières années d'Intifada, avec ses combats entre Palestiniens et Israéliens sur le terrain, ponctuées de rencontres diplomatiques. Il explique également les raisons d'agir des protagonistes en développant leur appréhension du conflit, leur idéologie, voire leur formation professionnelle, et explique l'influence des rapports de la politique internationale sur le quotidien de deux peuples. Sa deuxième prouesse est d'avoir pu recueillir le témoignage de leaders politiques palestiniens mais, surtout, ceux de chefs militaires et de certains membres des services de renseignements israéliens qui se livrent à une réelle autocritique sur leur mauvaise gestion du soulèvement palestinien. Le lecteur profane appréciera également les efforts de l'auteur, qui n'omet pas d'explicitier les vocables relatifs aux sociétés juives et arabes.
- 4 Ainsi, pour faire comprendre l'évolution de la seconde Intifada, Charles Enderlin remonte-t-il à ses origines, en 2000, lorsque Ehud Barak présidait au gouvernement israélien. Suite aux négociations de paix de Camp David, inscrites dans le processus d'Oslo, la propagande israélienne se met en marche, persuadant une majorité d'Israéliens que Yasser Arafat n'était pas un « partenaire » (p. 14) pour la paix. Or, des analystes du Shin Beth (service de sécurité intérieure israélien), et des experts du Mossad (service de renseignement israélien) – notamment – battent en brèche le mythe selon lequel « Yasser Arafat [aurait] rejeté une proposition israélienne généreuse pour déclencher une guerre contre l'État juif » (p. 16). Malheureusement, leurs contestations arriveront trop tard pour contrer les effets des messages médiatiques sur l'opinion publique israélienne, mais aussi états-unienne, toutes deux convaincues que Yasser Arafat avait fomenté l'Intifada.
- 5 Or, cette stigmatisation du leader palestinien a servi la stratégie menée par les chefs militaires israéliens qui, pour leur part, ont leur propre conception du problème palestinien, et qui considèrent que seule une réaction militaire pourrait mettre un terme au conflit : « Dès son arrivée à la tête de l'état-major, en 1998, Shaul Mofaz a accéléré les préparatifs de l'armée en vue d'un affrontement généralisé avec les Palestiniens » (p. 18). Un *think tank* est même installé dans l'école de formation des officiers supérieurs. Un des concepts développé par ce groupe, consiste à « « graver dans la conscience » des Palestiniens qu'ils n'obtiendront rien par la violence. Cela suppose des pressions directes sur les populations de Cisjordanie et de Gaza, où les couvre-feux prolongés, les bouclages, provoquent une crise économiques sans précédent » (p. 26). Mais leur stratégie sera vivement contestée par les analystes du Mossad et du Shin Beth : « Si nous laissons aux Palestiniens comme seule option la reddition ou la confrontation, ils n'auront plus rien à perdre et choisiront les attentats-suicides. Il faut leur ménager une troisième voie » (*ibid.*) Aussi, pour manifester leur profond désaccord avec les concessions faites par Ehud Barak aux Palestiniens, lors du sommet de Camp David, Shaul Mofaz et ses collègues ont-ils mené leur propre guerre

sur le terrain durant les premiers mois de l'Intifada. Selon Shlomo Ben Ami, le ministre des Affaires étrangères, le comportement de l'armée « a conduit à l'élargissement du cercle infernal de la violence au lieu de le réduire [...]. Cette politique de “représailles collectives”, y compris économiques, ne correspondait pas aux intentions de l'échelon politique, dont l'objectif était d'obtenir le calme. Il s'agissait d'un plan exécuté par l'échelon militaire, qui ignorait volontairement les instructions et les intentions de la direction politique. Il est clair qu'à cette époque c'est Tsahal qui décidait du rythme des événements » (p. 21).

- 6 Le 6 février 2001, Ariel Sharon est élu Premier ministre. Issu de l'aile dure de son parti, Ariel Sharon se détourne du sionisme qui prône un Grand Israël, et entend ainsi définir les frontières de l'État juif en recherchant une solution géographique sécuritaire, et non idéologique. Aidé par des *spin doctors*, il lance une vaste propagande dans les médias qui vise à « arafatiser » (p. 217) l'Intifada, en l'occurrence à présenter Yasser Arafat comme un terroriste qui aurait fomenté le soulèvement palestinien. Ainsi cette stratégie lui permet-elle de justifier la destruction de l'Autorité palestinienne et de rejeter les accords d'Oslo. En effet, il exige de la part de Yasser Arafat, un arrêt total des violences sur le terrain sans quoi, l'armée israélienne continuerait sa répression sur le terrain. Or, ce dernier n'est pas un « ordinateur Pentium coiffé d'un Keffieh » (p. 55) qui pourrait magiquement dissiper toute violence ! Les organisations armées palestiniennes qui commettent des attentats-suicides, considérées comme des cellules terroristes par Israël, ont leurs propres dirigeants et « certains groupes n'ont plus aucun contact avec leur hiérarchie » (p. 129). Et lorsque Yasser Arafat, assiégé dans la Mouqata par l'armée israélienne, donne l'ordre à ses services de sécurité d'agir pour arrêter ces terroristes, « tout le monde » sait que c'est « une mission quasi impossible [car] en Cisjordanie, des prisons, des QG des forces de sécurité, des postes de police, ont été détruits ou endommagés [...], et Tsahal a réduit au minimum les capacités opérationnelles de la police palestinienne » (p. 204).
- 7 Aussi le plan Sharon, dont la politique sécuritaire le conduit à ériger un mur de séparation entre Israël et les Territoires palestiniens, n'aurait-il pu s'exécuter sans l'approbation des États-Unis. Dès son arrivée au pouvoir, le Président George W. Bush confie à Ariel Sharon que « sa participation [dans la gestion du conflit israélo-palestinien] sera beaucoup plus limitée que celle de l'équipe Clinton » (p. 46) car le problème lui paraît insoluble. Novice en matière de politique étrangère, il se laisse guider par ses conseillers et, notamment, par les alliés du Likoud qui occupent des postes influents au sein de son administration. Considérés comme des « néoconservateurs » (p. 31), ils sont issus du Parti démocrate, voire trotskiste pour certains, et ont cosigné un texte intitulé « Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour conserver le royaume » (p. 32), qui stipulait la renonciation « des territoires contre la paix » (*ibid.*), qui était au fondement même de la politique israélienne en matière de négociation avec les Palestiniens... Mais après le 11-Septembre, George W. Bush est contraint de changer son fusil d'épaule. Il doit en effet s'assurer du soutien des pays arabes pour mener à bien sa guerre contre l'Irak, qui s'inscrit dans une stratégie globale d'éradication du terrorisme. Sans réellement s'impliquer, il envoie plusieurs émissaires sur le terrain pour faire appliquer la feuille de route élaborée par le Quartet, mais surtout, pour montrer au monde arabe ses bonnes intentions à l'égard du peuple palestinien.

AUTEURS

MÉLANIE GÉRARD

CREM, université Paul Verlaine-Metz